

de 1,3 milliard, selon les projections des Nations unies. Les démographes Jean-Pierre Guengant, de l'IRD (Institut de recherche pour le développement) à Marseille, et John May, de l'université de Georgetown aux États-Unis, prédisent que la taille des plus grandes villes du continent explosera en 2050 ; Lagos, au Nigeria, passera de 11 millions d'habitants en 2010 à 40 millions ; Kinshasa, en République démocratique du Congo, de 8,4 millions à 31 millions. Si l'on

se fonde sur les projections actuelles, il y aura au milieu du siècle des centaines de bidonvilles africains regroupant chacun des centaines de milliers de personnes.

La perspective d'un continent bondé, urbain, en situation de confrontation permanente, commence à inquiéter les dirigeants des États africains, dont la plupart ont traditionnellement favorisé la croissance démographique. Ainsi, en 2012, les premiers ministres de l'Éthiopie et du Rwanda ont

appelé à de nouveaux efforts pour étendre le recours au planning familial afin de «réduire la pauvreté et la faim, préserver les ressources naturelles et s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement».

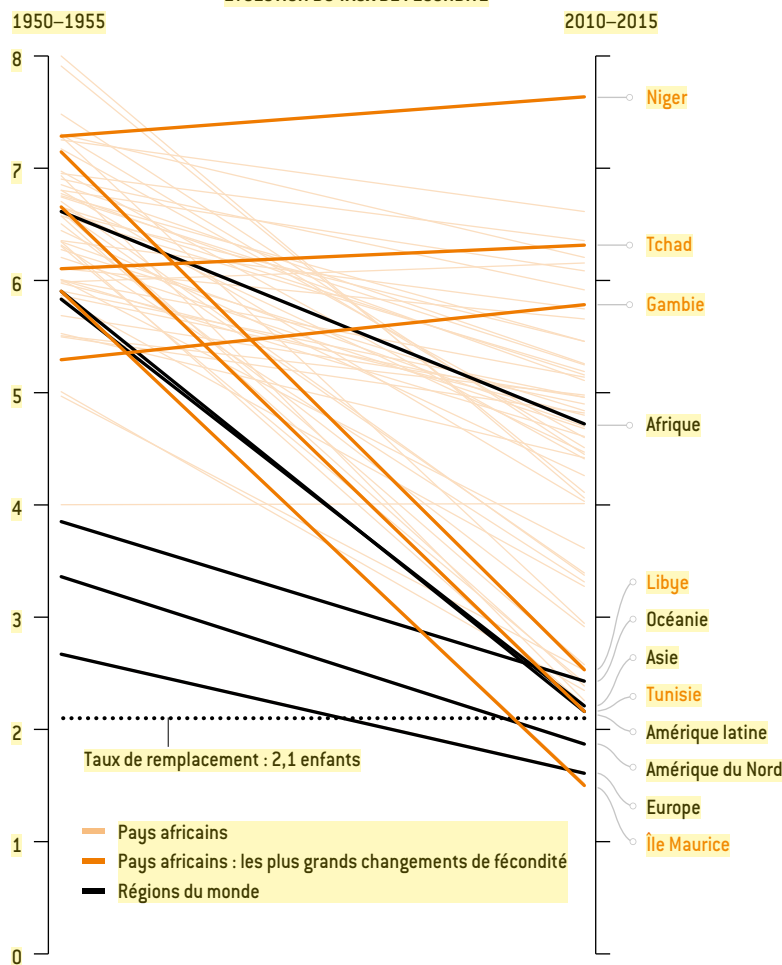
Il n'est pas surprenant que l'accès au planning familial soit l'une des mesures recevant une attention renouvelée. Aujourd'hui, seules 29 % des femmes africaines mariées et en âge de procréer utilisent une contraception moderne. Sur tous les autres continents, la proportion dépasse largement 50 %. Des études montrent aussi que plus d'un tiers des grossesses en Afrique sont non désirées ; dans l'Afrique subsaharienne, 58 % des femmes âgées de 15 à 49 ans qui sont sexuellement actives, mais qui ne désirent pas être enceintes, n'utilisent aucun moyen moderne de contraception.

Toute transition vers la prospérité nécessite une baisse significative de la fécondité. Mais cela «ne peut être réalisé que si la "couverture contraceptive" augmente très nettement, depuis les faibles niveaux actuels jusqu'à des taux d'environ 60 % en 2050», notaient en 2013 Jean-Pierre Guengant et John May. La tâche s'annonce difficile...

LES TAUX DE FÉCONDITÉ DOIVENT BAISSER

Le nombre moyen d'enfants par femme, ou taux de fécondité, a baissé depuis le début des années 1950 en Afrique, mais il a atteint des valeurs bien plus basses dans toutes les autres régions du monde (*en noir*). La fécondité en Afrique est encore de 4,7 enfants environ ; dans aucune autre région elle ne dépasse 2,5. Dans certains pays africains (*en orange*), elle reste obstinément élevée : 7,6 au Niger, 6,3 au Tchad, 5,8 en Gambie. Ces pays devraient tirer des leçons de l'île Maurice, où la fécondité a baissé de 6 à 1,5, et de la Tunisie, passée de 6,6 à 2,2. Pour que la population se stabilise en Afrique et dans le reste du monde, la fécondité moyenne doit atteindre le taux de remplacement, soit 2,1 environ – le chiffre pour lequel la progéniture remplace simplement ses parents.

ÉVOLUTION DU TAUX DE FÉCONDITÉ



Premiers succès

L'urbanisation peut, à elle seule, réduire quelque peu la taille moyenne des familles. En ville, élever des enfants coûte plus cher, l'apport des enfants au revenu de leurs parents est moindre, et ces derniers deviennent plus perméables au planning familial et à l'idée d'une famille plus restreinte. Certes, mais cela ne suffit pas.

Certains pays africains ont fortement réduit leurs taux de fécondité et ont des leçons à donner. La plus importante est le bénéfice obtenu en alliant accès au planning familial et efforts visant à donner aux femmes plus de contrôle sur leur vie et sur leur famille.

Dans les pays du Maghreb et en Afrique du Sud et ses pays voisins, les taux de fécondité ont baissé jusqu'à 3 enfants ou moins par femme, se rapprochant de ceux observés dans le reste du monde. Par contraste, en Afrique de l'Est, centrale et de l'Ouest, les taux de fécondité vont de 4 à 7, voire plus.

Les «bons éléments» ont commencé leur travail il y a de nombreuses années. Dans la demi-douzaine de petits États insulaires d'Afrique, les familles sont parmi les plus